

TRIBUNE/François Dubet, sociologue : « Il n'y a pas d'avenir hors de l'école et l'école ne peut garantir aucun avenir »

Les lycéens mobilisés dénoncent à juste titre leurs mauvaises conditions de scolarité. Mais leur malaise, bien plus profond, questionne le sens même des études, que la massification a bouleversées, analyse le sociologue dans une tribune au « Monde ».

Il y a trente ans, les lycées n'étaient pas toujours en meilleur état qu'aujourd'hui, les classes étaient souvent pléthoriques, l'imagination pédagogique n'était pas la règle et le tri scolaire allait bon train... Les lycéens protestaient, mais, pour l'essentiel, ils semblaient jouer le jeu attendu tout en critiquant les moyens et les réformes.

Aujourd'hui [le mouvement lycéen dénonce à juste titre les absences d'enseignants, les emplois du temps lourds et fractionnés, les locaux dégradés](#)... Mais il ne se réduit pas à ces revendications. Longtemps, les élèves parvenaient à jouer le jeu attendu sans trop de difficultés. Mais au fil des années trois grandes mutations ont bouleversé les expériences scolaires et mis en cause le sens même des études.

Le lycée a longtemps accueilli des « héritiers » plus ou moins formatés pour se plier au jeu scolaire, pendant que les vagues successives de « boursiers » ont été suffisamment triées pour que l'école ne soit pas trop déstabilisée par les nouveaux venus. Avec 80 % d'une classe d'âge en terminale, cette adhésion de principe au jeu scolaire ne tient plus ; elle est d'autant plus fragile que les élèves savent que l'égalité d'accès au lycée n'est pas l'égalité des chances d'accéder aux meilleures formations par le jeu des filières, des options, des mentions, des inégalités de recrutement entre les établissements...

La concurrence et la compétition se sont accentuées sans que change sensiblement la répartition des vainqueurs et des vaincus. Non sans bonnes raisons, beaucoup d'élèves ont du mal à croire dans la justice de l'école, et la rage qui se manifestait jusqu'alors contre les collèges ghettoïsés des quartiers défavorisés semble s'étendre désormais aux lycées où les parcours anticipent et sanctionnent l'échec.

Chacun sait qu'il n'y a pas de salut hors des diplômes et ceci devrait suffire à convaincre les élèves de jouer le jeu. Mais, alors que s'accroît leur emprise sur les parcours professionnels, les diplômes sont pris dans un mécanisme paradoxal. Il en faut de plus en plus pour prétendre aux mêmes positions sociales et professionnelles que les générations passées, ce qui accroît la peur du déclassement. Tout se passe comme si on avait plus de chances de perdre que de gagner tout en étant obligé de s'engager dans un jeu où, désormais, chaque note compte.

Par ailleurs le lien entre les compétences académiques et les compétences professionnelles est de plus en plus relâché quand on n'accède pas aux formations les plus sélectives et aux formations professionnelles les mieux ciblées. Il n'y a pas d'avenir hors de l'école et l'école ne peut garantir aucun avenir. Aussi les élèves sont-ils inquiets et légitimement stressés pas

Parcoursup, par l'obligation de formuler des projets, tout en ayant le sentiment d'avoir plus à perdre qu'à gagner dans ces accumulations d'épreuves.

Enfin, le « vieux lycée » bénéficiait de l'autorité de l'institution républicaine identifiant la culture scolaire à la « grande culture », celle de l'émancipation et de la raison. Or, avec l'extension et la concurrence des cultures de masse, des réseaux et de la Toile, l'école a perdu ce monopole culturel. Aux yeux de nombreux élèves, la culture scolaire devient simplement scolaire, c'est l'ensemble de connaissances, de programmes et d'épreuves qui permet de réussir ou d'échouer.

Points communs

Les enseignants doivent faire des efforts considérables pour intéresser leurs élèves, ils s'épuisent, se sentent souvent méprisés et, si les vocations décroissent, ce n'est pas seulement à cause des salaires. C'est parce que pour la plupart des lycéens, la culture scolaire est seulement scolaire alors que la vraie vie et la vraie culture seraient désormais ailleurs qu'à l'école.

Alors les élèves protestent, peut-être même ne se sentent-ils vraiment lycéens que parce qu'ils se sentent empêchés d'être de vrais lycéens engagés dans leurs études pour grandir et pour y construire un avenir. L'absence de moyens joue sans doute un rôle dans cette révolte, qu'alimentent les violences policières. Mais ce serait une erreur de n'y voir qu'une affaire de moyens et de répression.

La révolte lycéenne et le malaise des enseignants ont bien des points communs. De chaque côté de la classe, les uns et les autres ont le sentiment de ne plus être en mesure de faire leur métier, celui de professeur et celui d'élève. Ils se sentent méprisés parce que l'école française est au terme d'une longue histoire, celle d'une massification qui a bouleversé une école que l'on n'a jamais véritablement réformée.

Le débat politique semble indiquer que rien ne pourrait changer : retour à un passé idéalisé et rappel à l'ordre pour les uns ; plus de moyens pour continuer la même chose pour les autres. Cette crise serait utile si elle nous permettait de comprendre qu'il faut sans doute des moyens à condition de regarder en face les impasses et les paradoxes dans lesquels les élèves se sentent aujourd'hui piégés.

***François Dubet** est professeur émérite de sociologie à l'université de Bordeaux et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Il a notamment publié « L'Emprise scolaire » (avec Marie Duru-Bellat, Presses de Sciences Po, 2024).*

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)